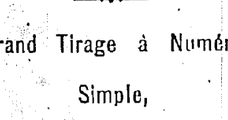
L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 13, rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 25 MARS 1888.

A TRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.



Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses Grands Tirages Trimestriels ont lieu en Mars, Juin, Septembre et Décembre.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lien avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis à vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage à Numéro Simple,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 10 AVRIL 1888.

GROS LOT: $150,000

AVIS.—Billets $10 seulement

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS!

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1 ... de	50,000..	50,000
1 Lot de....	20,000..	20,000
2 Lots de...	10,000..	20,000
4 Lots de...	5,000..	20,000
20 Lots de...	1,000..	20,000
50 Lots de...	500..	25,000
100 Lots de...	300..	30,000
200 Lots de...	200..	40,000
500 Lots de...	100..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation...	$300..	$30,000
100 ...	200..	20,000
100 ...	100..	10,000
1999 .. de terminaison	50..	50,000
2,179 Lots s'élevant à.....		$555,000

☞ Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la *Signature lisible*. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse on plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank, New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tirera un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les frais, inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Défiez-vous donc des contrefaçons et des plans anonymes.

PETITES ANNONCES.

OUVERTURES nettoyées par le procédé du docteur Sheridan, à Mandot.—Etablissement de nettoyage et de dégraissage, à l'épreuve de l'ouragan, 184 1/2 rue Poydras et 94 Royale.
25 mar—1f

A. B. Philips, notaire, 5 Comt. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $80,000.
20 déc—1m

DEMANDES.

UNE femme de confiance, parlant correctement le français, comme aide pour s'occuper des enfants.—S'adresser avec références, 393 rue St. André.—Salaire, $10 par mois.
26 mars—1f

ON demande, des préparateurs chez Mme C. Samson, 150 rue Canal. 23 mars—1f

ON demande un photographe connaissant à l'arvde, comté Webb, Texas. S'adresser en donnant des références et les appointements qu'on désire à H. A. Sandiguet, Laredo, Texas.
28 déc—7f

ON demande immédiatement un bon TYPEWRITER pour une petite place de commerce. Emploi à l'année, $20 par mois. S'adresser à la Caisse, 20 rue Bourbon et St. Charles, Nouvelle-Orléans.
23 mars—1m. 16 mars—1 sem.

A LOUER.

MAISON à louer—Excellente Dumaine et Rontegne avec installation de comptoirs et rayons pour épicerie ou un magasin. S'adresser No 137 rue St. Pierre.
7 mars—1m.

A LOUER—La maison No 87 1/2 rue du Quatrième Canal, entre Bourbon et Dauphine. S'adresser No 94 rue de l'Esplanade.
6 mars—1m

A VENDRE.

A VENDRE, pour cause de départ, une épicerie et bar faisant de bonnes affaires dans le second district. S'adresser E. B., bureau de l'Abeille.
16 mars—7j

A VENDRE—Graine de coton (cotton seed huile) délivrée sur voie du garage de chemins de fer.)

E. COURRIBET,
Enregistrer Magnolia et Josephine.
4 mars—1m

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET RÉPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
H. CLAY WARMOUTH,
de Plaquemines.

LIEUTENANT GOUVERNEUR,
ANDREW HERO, JR.,
d'Orléans.

SECRÉTAIRE D'ETAT
JOHN F. PATTY,
Ville Ste Marie.

TRÉSORIER,
18-21 ELIAS ROGERS,
de Lafayette.

AVOCAT GÉNÉRAL,
ROBERT RAY,
de Ouachita.

ARPENTEUR,
JAMES FORSYTHE,
de Catahoula.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain s'est voué à l'émancipation de tout le peuple et est en faveur de toutes les tentatives qui peuvent être faite pour placer l'instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane;

Attendu que la place du gouverneur est un poste public à un caractère politique;

Attendu que dans la personne de l'Hon. Joseph A. Ewart, de la paroisse Iberia, nous avons un républicain uni et sincère des Intérêts du Peuple, un conservateur à vues larges et libérales dont l'honnêteté, l'intégrité reçues et établies de soi-même sont vantées par les deux partis politiques, qui est versé dans les affaires de l'Etat et dont l'élection assurera une administration économique et sage, l'extirpation de l'ignorance dans toutes les classes, en dehors des questions de race, de couleur ou de servitude antérieure, et l'établissement d'écoles libres;

Il est résolu que le parti républicain de l'Etat a le devoir de recommander à ses électeurs et à tous les électeurs libéraux et indépendants de donner leurs suffrages à l'Hon. Joseph A. Ewart pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATEFORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions subséquentes sont l'énoncé des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat.

Nous attestons notre dévouement aux doctrines essentielles et conservatrices du temps du républicanisme telles qu'elles sont énoncées dans la plateforme nationale du parti, tenu à Convention à Chicago en juillet 1884, reconnaissons que les résultats heureux de la mise en vigueur de cette plateforme assurent efficacement le maintien des institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tendances anti-commerce libre de l'administration du Président Cleveland et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a nommé pour présider au champ-de-lit libre-échiste lequel a composé le comité des voies et moyens de manière à mettre en péril toutes les industries protégées du pays et notamment celles de notre Etat—le sucre et le riz. Nous croyons avec énergiquement nos législateurs au Congrès, ceux pour l'organisation desquels nous contribuâmes, à faire tout ce qui pourra être fait pour protéger ces industries.

Nous ignorons pas un vaste motif de surprise à Baton Rouge ignorant entièrement la question à la plus grande partie nos industries, et, par sa cordiale adhésion au Président Cleveland, donner la preuve manifeste de sa sympathie pour les ennemis politiques de son Etat institutions, si malheureuses pour la prospérité de notre Etat bien aimé et du peuple.

Croyant qu'il est du devoir du gouvernement national et du gouvernement d'Etat de favoriser et encourager les intérêts agricoles et manufacturiers ainsi que les industries de l'Etat, nous plus engagerons à faire tous nos efforts pour obtenir une législation qui aura pour but de protéger contre la concurrence étrangère les produits de la culture du sucre, du riz et du coton.

Nous déclarons comme un complète contradiction avec l'esprit et la lettre de la Constitution et qui tendrait à amoindrir et à paralyser les droits politiques dans l'exercice du suffrage, tels qu'ils sont garantis par la Constitution des Etats Unis les tentatives de prescriptions adoptées par le gouvernement d'Etat dans les affaires politiques dans le but de violer l'élection conséquemment dans le but avéré de priver de leurs droits de libres citoyens, électeurs.

Nous nous portons comme garants de l'adoption faite par le parti républicain, d'une administration économique dans l'administration des affaires publiques, démontrant entassée dette surcharge, en faisant voter par le corps législatif des allocations légales, justes, lors de toute proportion avec les ressources de l'Etat.

Nous approuvons et acceptons le jugement de la Cour Suprême de l'Etat, prononcé par la Cour Suprême de l'Etat, prononcé par la Cour Suprême de l'Etat, prononcé par